

## **COUR ADMINISTRATIVE**

Numéro du rôle: **23639C**  
Inscrit le 9 novembre 2007

---

### **AUDIENCE PUBLIQUE DU 24 JANVIER 2008**

**Recours formé par  
M. XXX XXX, XXX  
contre une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration  
en matière de protection internationale  
Appel  
(jugement entrepris du 8 octobre 2007, no 22973 du rôle)**

---

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 9 novembre 2007 par Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, avocat à la Cour, au nom de M. XXX XXX, né le 1<sup>er</sup> septembre 1988 à XXX (Iran), de nationalité iranienne, demeurant actuellement à L-XXX, dirigé contre un jugement rendu en matière de protection internationale par le tribunal administratif le 8 octobre 2007, déclarant non justifié son recours tant en ce qui concerne la réformation sollicitée de la décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 24 avril 2007 lui refusant une mesure de protection internationale qu'en ce qui concerne l'annulation de l'ordre de quitter le territoire luxembourgeois contenu dans la même décision ministérielle ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 23 novembre 2007 par Mme le délégué du gouvernement Jacqueline GUILLOU-JACQUES ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le conseiller rapporteur entendu en son rapport et Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER, à l'audience publique du 17 janvier 2008, en leurs plaidoiries respectives.

---

Par jugement rendu le 8 octobre 2007, le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement, a débouté M. XXX XXX XXX de son recours tendant à la réformation de

la décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 24 avril 2007 lui refusant une mesure de protection internationale, telles que lesdites mesures sont prévues par la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ainsi qu'à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire luxembourgeois contenu dans la même décision ministérielle.

Le 9 novembre 2007, Maître Ardavan FATHOLAHZADEH, agissant en nom et pour compte de M. XXX, a interjeté appel contre le susdit jugement.

L'appelant conclut principalement à la réformation du jugement entrepris en ce sens qu'il entend voir annuler la décision ministérielle du 24 avril 2007 et voir renvoyer le dossier devant les premiers juges et subsidiairement à l'annulation du jugement entrepris.

L'appelant estime être en droit d'introduire un appel tendant à la réformation du jugement *a quo*, soutenant que seul un appel en réformation garantirait un véritable contrôle de la légalité de cette décision. Dans ce contexte, il fait état de ce que l'article 19 (4) de la loi précitée du 5 mai 2006 en ce qu'il limiterait la mission de la Cour administrative, face à un appel d'un jugement du tribunal administratif rendu en la matière visée, à celle d'un juge de l'annulation, assimilée par l'appelant à celle d'un juge de cassation, contreviendrait aux articles 5 et 6 de la loi « *cadre* », ainsi qualifiée par l'appelant, du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, combinée à l'article 95 *bis* de la Constitution. D'après le raisonnement développé par l'appelant, seule la loi précitée du 7 novembre 1996 instituerait les voies de recours contre les jugements du tribunal administratif et aucune autre loi ne saurait y apporter une exception. Ainsi, selon l'appelant, dès lors que la loi de 1996 ne prévoirait pas de « *recours en cassation* » devant la Cour administrative, la Cour serait obligée de statuer comme juge du fond contre le jugement entrepris. Dans cet ordre d'idées, il demande encore à la Cour de saisir la Cour Constitutionnelle de la question préjudicielle suivante : « *L'article 9 (4) de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et des formes complémentaires de protection en ce qu'il prévoit que « ... contre les décisions du tribunal Administratif, appel peut être interjeté devant la Cour Administrative statuant comme juge de l'annulation », et de ce fait par une application restrictive instaure en fait un recours en cassation devant la Cour Administrative en matière d'asile en violation de la loi cadre du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, dont cette dernière loi ne prévoyant pas un tel contrôle par la Cour Administrative statuant comme juge de cassation, est-il (« L'article 19(4) de la loi modifiée du 5 mai 2006) conforme à l'article 95 bis et 95 bis (4) de la Constitution [?] ».*

Dans le cadre de ses conclusions subsidiaires tendant à l'annulation du jugement entrepris, l'appelant réitère les motifs de persécution invoqués en première instance, au titre desquels il a exposé être originaire d'Iran et éprouver des craintes en raison des activités politiques menées par ses parents, étant relevé que sa mère aurait été licenciée de son poste d'enseignant et assignée à résidence avec l'obligation de se présenter régulièrement au bureau des renseignements iraniens, en raison de son engagement en faveur des groupes d'opposition iraniens moudjahidines ; que son père aurait été emprisonné pendant 8 ans en raison de ses activités politiques et tué par des membres du service de renseignement après sa libération « *sous couvert d'un accident de circulation* » et que lui-même aurait fait l'objet de diverses persécutions, notamment d'un renvoi de son école et d'un emprisonnement de trois semaines du fait de sa participation à une manifestation estudiantine.

Sur ce, il reproche aux premiers juges d'avoir mal appliqué les dispositions de la loi précitée du 5 mai 2006 et, plus particulièrement, ses articles 31 (31(1)a. et 31(2)b. et c.) et 32, ensemble l'article 1<sup>er</sup> A, 2. de la Convention de Genève, délimitant le contenu de la notion de « réfugié », et d'avoir à tort refusé de faire droit à sa demande de protection.

Il estime qu'une juste appréciation en droit des faits invoqués aurait dû aboutir à la conclusion que lesdits faits sont constitutifs d'une crainte susceptible de l'autoriser à être regardé comme entrant dans le champ d'application de la Convention de Genève et des susdites dispositions légales, en ce sens qu'il aurait subi des violations graves des droits de l'homme en Iran ; il aurait été victime de violences physiques et mentales, ainsi que de mesures légales, administratives et discriminatoires et de poursuites ou sanctions disproportionnées et discriminatoires.

Il soulève encore la violation des articles 37 de la loi précitée du 5 mai 2006, au motif qu'il se dégagerait de son exposé des faits un risque de se voir victime de traitements inhumains et dégradants, et 19, paragraphe 1<sup>er</sup> de ladite loi de 2006, au motif que l'ensemble de son vécu et son droit de se voir bénéficier d'une mesure de protection internationale s'opposeraient à une mesure d'éloignement à son encontre.

L'Etat a pris position dans un mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 23 novembre 2007. A travers son mémoire, le délégué du gouvernement se rapporte à prudence de justice en ce qui concerne la recevabilité de l'appel en ce qu'il tend à la réformation du jugement entrepris. Pour le surplus, le délégué se rallie pleinement aux développements et conclusions du tribunal administratif dans le jugement dont appel. Pour autant que de besoin, le gouvernement déclare encore se référer à son mémoire en réponse de première instance, ainsi qu'aux pièces versées en son annexe.

#### QUANT A LA DEMANDE TENDANT A LA REFORMATION DU JUGEMENT ENTREPRIS

Il convient en premier lieu de se prononcer par rapport au moyen d'irrecevabilité de l'appel, soulevé par le délégué du gouvernement, cet examen s'imposant au regard de ce que la décision ministérielle litigieuse du 24 avril 2007 a été rendue dans le cadre légal tracé par la loi précitée du 5 mai 2006 et, plus particulièrement, au regard de ce que l'article 19 (4) de ladite loi de 2006 délimite le pouvoir de la Cour administrative face à un appel contre un jugement du tribunal administratif rendu en la matière à celui d'un juge de l'annulation.

En général, aux termes de l'article 2 (1) de la loi précitée du 7 novembre 1996 « *le tribunal administratif statue sur les recours dirigés pour incompétence, excès et détournement de pouvoir, violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés, contre toutes les décisions administratives à l'égard desquelles aucun autre recours n'est admissible d'après les lois et règlements* », l'article 2 (3) de ladite loi du 7 novembre 1996 précisant que « *sauf dispositions contraires de la loi, appel peut être intenté devant la Cour administrative contre les décisions du tribunal administratif* ».

Selon l'article 3 de la loi précitée du 7 novembre 1996 « *1) le tribunal administratif connaît en outre comme juge du fond des recours en réformation dont les lois spéciales attribuent connaissance au tribunal administratif* » et « *2) sauf dispositions contraires de la loi, appel peut être interjeté devant la Cour administrative contre les décisions visées au paragraphe premier* ».

En particulier, concernant la matière spécifique dont il est question en cause, l'article 19 (3) de la loi précitée du 5 mai 2006 dispose que « *contre les décisions de refus de la demande de protection internationale, un recours en réformation est ouvert devant le tribunal administratif. Contre l'ordre de quitter le territoire, un recours en annulation est ouvert devant le tribunal administratif. Les deux recours doivent faire l'objet d'une seule requête introductive, sous peine d'irrecevabilité du recours séparé (...)* ».

En vertu du paragraphe (4) du même article 19 « *contre les décisions du tribunal administratif, appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation (...)* ».

Par essence l'appel remet la chose jugée en question devant les juridictions d'appel pour qu'il soit à nouveau statué en fait et en droit.

Ainsi, sans préjudice de ce que l'appel peut être général ou partiel, suivant l'étendue des prétentions de la partie appelante formulées dans la requête d'appel, conformément à l'article 41 (1) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, le contrôle à exercer par la juridiction d'appel est donc *a priori* le même que celui exercé par les premiers juges, sauf à ce qu'il l'est par une juridiction d'un degré supérieur. Il s'agit donc, en principe, pour la juridiction d'appel de statuer à nouveau en fait et en droit à l'instar des juges de première instance.

Il appert cependant que tant en ce qui concerne les décisions de refus de la demande de protection internationale que celles portant ordre de quitter le territoire, la loi prévoit à chaque fois que sur appel interjeté contre un jugement du tribunal administratif, la Cour administrative statue comme juge de l'annulation.

La mission de juge de l'annulation ne correspondant pas à la définition classique d'un appel, état des choses devenant d'autant plus apparent en matière de refus de la demande de protection internationale, où les premiers juges ont connu d'un recours en réformation, le bout de phrase de l'article 19 (4) suivant lequel « *appel peut être interjeté devant la Cour administrative statuant comme juge de l'annulation* » est dès lors sujet à interprétation, afin de circonscrire la mission attribuée en la matière spécifique à la Cour administrative.

L'intention du législateur peut être dégagée du commentaire des articles du projet de loi (doc. parl. 5437, page 33), aux termes duquel « *les paragraphes 3 et 4 maintiennent le principe du double degré de juridiction tout en apportant certains aménagements à la procédure actuelle. L'appel peut être interjeté devant la Cour administrative qui statuera comme juge de l'annulation, c'est-à-dire elle examinera uniquement les moyens de légalité mais ne se prononcera pas sur le fond. Le Gouvernement s'inspire notamment de la loi française qui prévoit un recours et une possibilité de cassation devant le Conseil d'Etat. Les délais de recours, ainsi que l'effet suspensif des recours sont maintenus.* »

Par référence à l'article 2 (1) de loi précitée du 7 novembre 1996, la juridiction administrative appelée à statuer comme juge de l'annulation connaît des moyens tirés de l'incompétence, de l'excès et détournement de pouvoir, de la violation de la loi ou des formes destinées à protéger les intérêts privés, par opposition au recours en réformation prévu par l'article 3 (1) de la même loi, suivant lequel la juridiction administrative statue comme juge du fond.

Afin de ménager à l'appel ainsi désigné par l'article 19 (4) de la loi du 5 mai 2006 précitée un caractère effectif, compte tenu de l'intention exprimée par le législateur, il convient de le considérer comme étant dirigé, en tant que recours en annulation suivant les cinq cas d'ouverture prévus par l'article 2 (1) de la loi précitée du 7 novembre 1996, non pas à l'encontre de la décision déferée au fond, mais du jugement entrepris.

Par conséquent la mission de la Cour consiste, dans la limite des prétentions formulées, d'une part, à contrôler la régularité externe du jugement entrepris comprenant les questions de compétence juridictionnelle, de procédure et de forme et, d'autre part, à contrôler le bien-fondé dudit jugement comprenant, au titre essentiellement de la violation de la loi, un contrôle de l'erreur de droit avec détermination du champ d'application de la règle de droit et interprétation de cette dernière, ainsi qu'un contrôle de l'exactitude matérielle des faits pris en considération, en tenant compte de la situation de droit et de fait au jour où le jugement a été rendu, la vérification des faits matériels incluant le contrôle de la proportionnalité entre la situation de fait telle qu'elle se présente et l'application du droit par le jugement entrepris.

En ce qui concerne le moyen d'anti-constitutionnalité soulevé et la question préjudicielle afférente, force est de constater qu'il n'y a pas lieu à saisine de la Cour Constitutionnelle, étant donné que le problème soulevé et la question proposée sont manifestement dénués de fondement, dès lors qu'il n'appert pas en quoi une limitation *légale* de la mission de la Cour en la matière, certes vérifiée par rapport au rôle classique d'un juge d'appel, se heurterait à l'article 95 bis (4) de la Constitution qui dispose que « *les attributions et l'organisation des juridictions administratives sont réglées par la loi* » et que la loi précitée du 5 mai 2006 a bien pu organiser sans contrevenir à la Constitution ces attributions dans la matière qu'elle régit. Le raisonnement développé par l'appelant dans ce contexte est vicié à sa base pour tabler sur la prémisse erronée qu'à travers la loi organique du 7 novembre 1996, précitée, le législateur aurait invariablement fixé la portée des voies de recours contre les jugements du tribunal administratif et que le même législateur ne saurait y apporter un quelconque aménagement moyennant une loi spéciale, alors qu'il n'y a point de hiérarchie entre une loi organique et une loi « ordinaire », la seconde pouvant parfaitement modifier la première.

En l'espèce, au regard de l'ensemble des développements qui précèdent, l'appel interjeté dans la mesure où il tend, en ordre principal, à la réformation du jugement *a quo* est à déclarer irrecevable.

#### QUANT A LA DEMANDE SUBSIDIAIRE D'ANNULATION DU JUGEMENT ENTREPRIS

L'appel tendant à l'annulation du jugement entrepris est recevable au regard des dispositions de l'article 19 (4) de la loi précitée du 5 mai 2006. Il est par ailleurs recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai prévus par la loi.

Ceci étant, force est à la Cour de retenir que le tribunal, en plaçant l'analyse des motifs de persécution mis en avant par l'actuel appelant dans le cadre spécifique des articles 1<sup>er</sup>, section A, 2. de la Convention de Genève et 31 et 32 de la loi du 5 mai 2006, pour se prononcer, au regard des déclarations faites par l'intéressé, ensemble les moyens et pièces produites en cause, sur la question de savoir si oui ou non l'intéressé avait fait valoir des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle justifiée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, le tribunal a procédé à une juste application de la loi.

L'appréciation des éléments de la cause consistant à retenir que la mise en garde à vue de l'actuel appelant après une manifestation d'étudiants qui a eu lieu le 8 juillet 2004 et le fait d'avoir ensuite été renvoyé de l'école sont à eux-seuls insuffisants pour être assimilés à une persécution au sens de la Convention de Genève, d'une part, et qu'à défaut de l'étayement concret d'un lien entre le traitement de membres de sa famille et d'éléments liés à sa propre personne l'exposant à des actes similaires, le prétendu activisme politique de ses parents reste insuffisant pour fonder une crainte *personnelle* de persécution au sens de la Convention, d'autre part, sont par ailleurs exempts d'erreur de droit ou d'erreur manifeste.

En ce qui concerne l'application par les premiers juges des articles 37 et 19, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 5 mai 2006 et leur constat que le demandeur restait en défaut d'établir à suffisance de droit l'existence d'un risque réel de subir en cas de renvoi dans son pays d'origine l'une des atteintes graves prévues audit article 37, respectivement que faute de remplir les conditions pour prétendre à une protection internationale, la légalité de l'ordre de quitter le territoire luxembourgeois ne serait pas ébranlée, la Cour ne décèle ni erreur de droit ni erreur d'appréciation manifeste.

Par conséquent, l'appel, en ce qu'il tend à l'annulation du jugement critiqué, n'est pas fondé et il y a lieu d'en débouter l'appelant.

**Par ces motifs,**

la Cour, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare l'appel du 9 novembre 2007 irrecevable dans la mesure où il tend à la réformation du jugement entrepris ;

pour le surplus, reçoit l'appel en la forme ;

le dit non fondé et en déboute ;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi jugé par :

Georges RAVARANI, président,  
Francis DELAPORTE, premier conseiller,  
Henri CAMPILL, conseiller,

et lu par le président en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. RAVARANI